

La recherche démographique s'organise

L'ORGANISATION des Nations Unies vient de convoquer une réunion des directeurs d'Instituts nationaux de recherche démographique. L'existence à Paris de l'Institut national d'études démographiques, sans doute le plus important Institut du genre au monde, dont on fêtait récemment le 25^e anniversaire, avait conduit le secrétaire général de l'ONU à demander à la France d'être le pays hôte pour une telle réunion. Elle s'est tenue du 3 au 11 juin 1971 au Palais du Congrès à Lyon (Rhône).

C'était la première fois qu'une réunion de cette nature était organisée. 52 directeurs d'Instituts ou d'équipes directrices appartenant à 31 pays y participèrent. Si l'on avait voulu tenir une réunion de ce genre à la veille de la Seconde Guerre mondiale, elle se serait ramenée à une conversation de 2 ou 3 personnes. Juste après la guerre, à la création de l'INED, on aurait difficilement rassemblé un peu moins de 10 personnes. Le nombre 52, cité plus haut, permet de mesurer la progression intervenue en un quart de siècle dans la recherche démographique et tous les directeurs n'étaient pas présents à Lyon.

La réunion avait été suggérée au secrétaire général de l'ONU par la Commission de la population du Conseil économique et social. Elle visait à atteindre un but immédiat : la préparation de l'Année mondiale de la population 1974, récemment proclamée par l'Assemblée générale de l'ONU, et un but plus lointain et plus permanent, faire que les Instituts se connaissent, confrontent leurs problèmes, découvrent si possible des solutions et, pour tout dire, coordonnent leurs énergies. L'apparition d'une centaine d'Instituts de recherches spécialisées, là où il n'y avait pratiquement rien il y a quarante ans, ne va pas en effet sans créer des difficultés et le temps était venu pour les directeurs de ces Instituts de réfléchir pendant quelques jours sur leur mission.

Voici comment les débats se sont déroulés : après deux jours de discussion en séance plénière où chacun a exposé son point de vue, trois comités ont été constitués, s'occupant respectivement des **lacunes de la recherche**, du **fonctionnement des organismes de recherche** et enfin de la **préparation de l'Année mondiale de la population 1974**.

Pourquoi la recherche démographique s'est-elle développée à ce moment précis de l'histoire de l'espèce humaine ? Ce n'est évidemment pas par hasard. Juste avant la Seconde Guerre mondiale, des conditions se sont créées dans le monde qui, dans les trente années suivantes, allaient progressivement amener les divers pays à se séparer en deux catégories aux caractéristiques démographiques opposées : ceux où la population ne croît pas assez vite et risque même de décroître et ceux où elle croît trop vite. La plupart des pays dits développés sont dans la première catégorie et la plupart des pays dits sous-développés dans la seconde. Cette coïncidence devait tout naturellement amener à assimiler le développement économique et social à une question de croissance démographique. On s'est vite rendu compte que les relations de l'un à l'autre étaient plus complexes. Si l'on voulait agir efficacement sur le développement, il fallait étudier plus à fond ces relations. La recherche démographique est née de cette exigence. On voit que des préoccupations contradictoires ont présidé à sa naissance. L'exemple du Japon et de la France est frappant. Ces deux pays ont créé à peu près en même temps des Instituts de recherche démographique de taille et d'organisation très semblables pour des raisons radicalement opposées. En France, il s'agissait, quand on a créé l'INED, de découvrir les raisons du déclin de la population française. Pour le Japon, il s'agissait d'éviter une croissance trop rapide de la population.

Mais si, de par le monde, les problèmes posés étaient différents, le développement de la re-

DÉMOGRAPHIE

Natalités comparées

On sait que la natalité baisse en Europe depuis plus d'un lustre ; où se situe la France dans ce mouvement ? Les tableaux ci-dessous, établis par M. J. Bourgeois-Pichat, en donnent une bonne image (1) et montrent que certains pays européens sont entrés dans une véritable crise démographique.

Sur tous les graphiques, la courbe I correspond à ce qu'aurait été le taux brut de natalité si les taux de fécondité des femmes

étaient restés pour chaque pays ceux de 1961. La courbe II traduit la fécondité qui assure, tout juste, la reproduction de la population ; c'est dire que si la courbe III des taux de natalité réellement observés entre dans la zone hachurée, le pays n'assure plus le remplacement de ses générations.

On voit que l'Allemagne, le Portugal (2), la Suède, le Danemark sont dans ce cas ; la Suisse se rapproche du seuil.

La baisse des courbes de natalité se manifeste dans presque tous les pays depuis 1965, sauf en URSS où elle débute en 1958, au Portugal et aux Pays-Bas où elle s'amorce en 1963.

(2) L'émigration portugaise est pour une part responsable de cet effondrement.

Partout, sauf en URSS, cette baisse a été précédée d'un mouvement de hausse qui a duré trois à six ans.

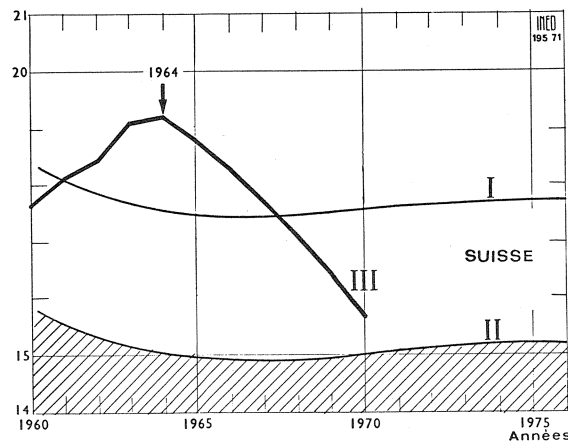
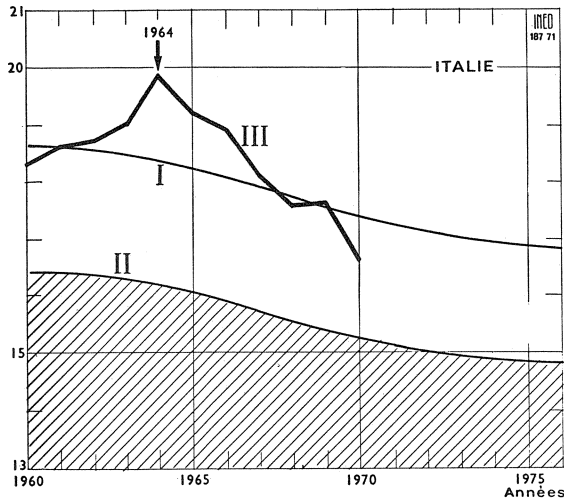
Le taux net de reproduction (3) de la France en 1970, de l'ordre de 1,2 se situe après ceux de l'Irlande (1,74) et des Pays-Bas (1,29), mais avant ceux de tous les autres pays y compris l'URSS. Comparativement, la situation est donc moins mauvaise en France ; on le doit sans doute à un effort en faveur de la famille plus considérable chez nous.

P. L.

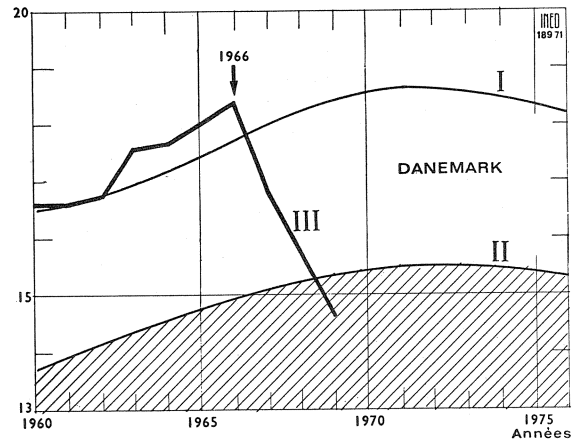
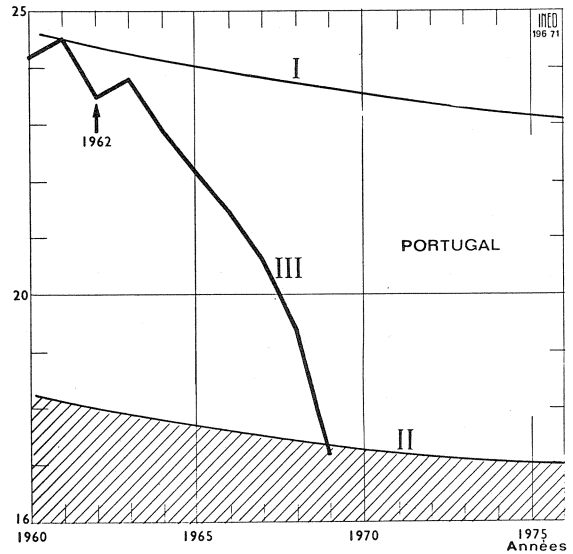
(3) Le taux de reproduction nette indique combien une fille nouvellement née mettrait de filles au monde dans les conditions de fécondité et de mortalité du moment.

(1) Il s'agit de calculs approchés. Une étude plus précise pourrait amener à modifier légèrement les courbes I et II.

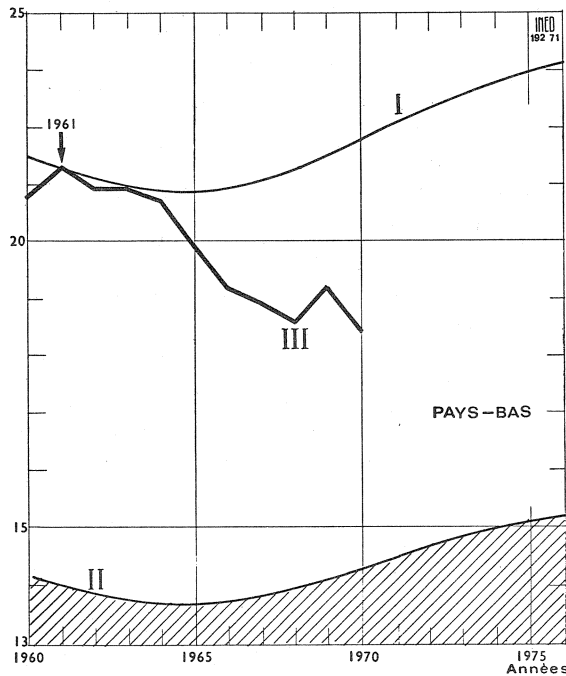
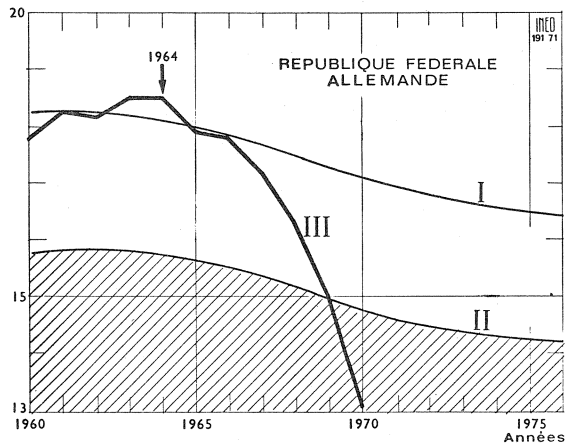
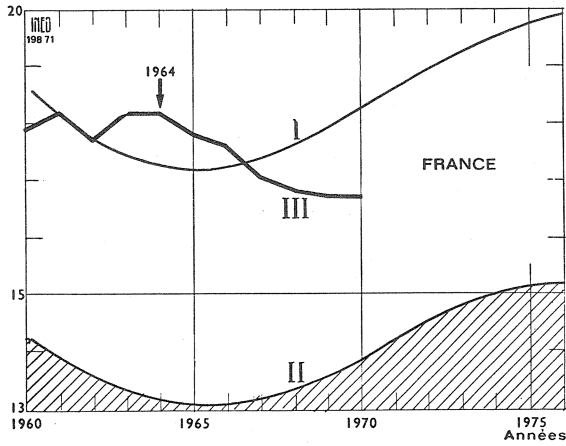
Taux brut de natalité (pour 1.000)



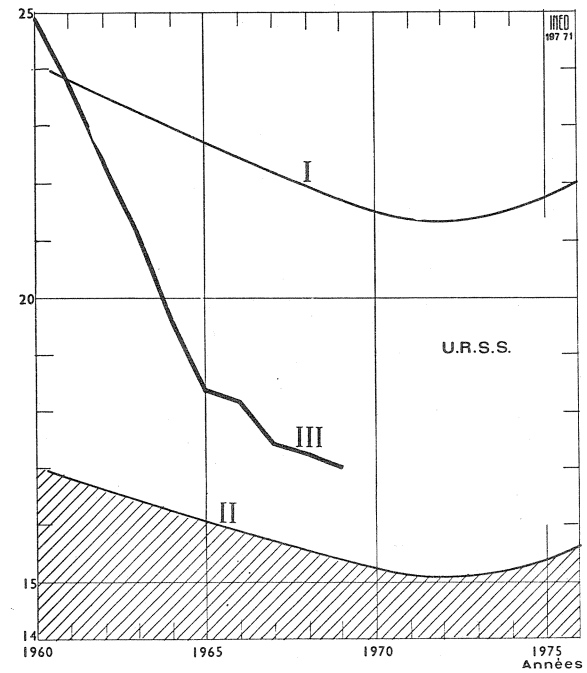
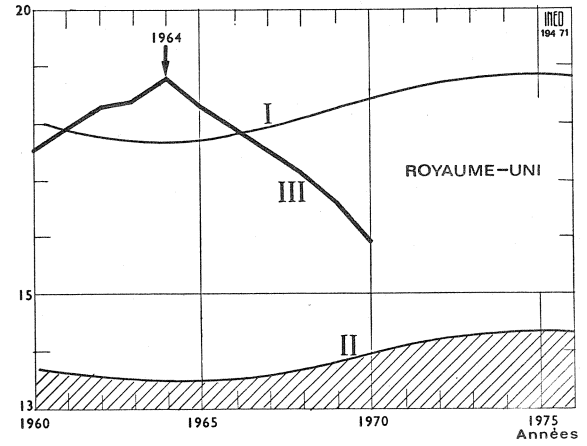
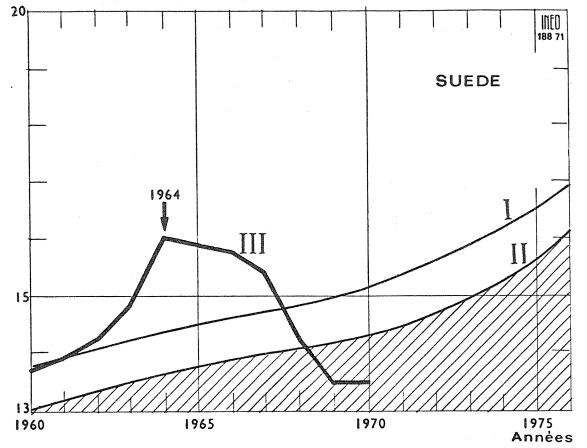
Taux brut de natalité (pour 1.000).



Taux brut de natalité (pour 1.000)



Taux brut de natalité (pour 1.000).



cherche a suivi des chemins identiques et il a rencontré partout les mêmes difficultés. La difficulté fondamentale était qu'on parlait de zéro et toutes les sciences à leur début ont connu cette difficulté : pour faire de la recherche en démographie, il faut, comme dans toutes les sciences, des chercheurs. Pour former ces chercheurs, il faut des démographes, mais on ne devient démographe qu'en étant chercheur.

Mais, dira-t-on, qu'est-ce au juste que la recherche démographique ? Ne suffit-il pas d'être mathématicien, statisticien, économiste, sociologue ou historien pour faire de la bonne recherche démographique ? Toutes les difficultés viennent de là : il faut être tout cela à la fois.

Faire de la démographie, c'est en somme étudier les vieux problèmes en restituant l'homme derrière les apparences. C'est un état d'esprit plus qu'une discipline nouvelle, mais un état d'esprit qui exige ses propres méthodes d'analyse et suscite des observations nouvelles. Un exemple fera mieux comprendre comment un problème se métamorphose sous l'œil du démographe. Prenons le cas du commerce international ; on l'étudie le plus souvent sous ses aspects économiques et financiers. Le démographe, lui, remarquera que pour un pays qui se procure, grâce au commerce international, des devises convertibles, tout se passe comme si ce pays échangeait une partie de ses travailleurs contre des travailleurs de pays industrialisés dont il peut à volonté choisir la profession, puisqu'en principe il peut se procurer tout ce qu'il veut avec ses devises convertibles. Voici un cas concret particulièrement étonnant : celui de la Libye. Il y a une dizaine d'années, c'était un pays très sous-développé où le produit national brut par habitant était de l'ordre de 100 dollars des États-Unis. En dix ans, grâce au commerce international du pétrole, le produit national brut par habitant est passé à 1 500 dollars. Tout se passe comme si la Libye avait ajouté à sa population active naturelle une population active de taille à peu près identique ayant la productivité des pays industrialisés et qui peut à volonté changer de profession.

Une première conclusion s'est dégagée de la réunion de Lyon. La formation des démographes n'est pas satisfaisante en dépit des progrès réalisés.

Autre conclusion de la réunion de Lyon. Les Instituts se connaissent peu. C'est souvent par hasard qu'un chercheur apprend qu'un de ses collègues travaille sur le même sujet que lui. L'information entre les chercheurs démographes circule mal.

A plus forte raison, le grand public n'est pas informé. Ses opinions sur l'évolution des populations sont fondées sur des sentiments plus que sur des raisons objectives. Il croit que ceci est bon et cela mauvais, mais il ne le sait pas.

Il y a des domaines négligés dans la recherche démographique. Cela tient le plus souvent au

manque de communication avec les chercheurs des autres disciplines scientifiques. Quand, par exemple, le démographe présente, à sa façon, les problèmes posés par la reproduction humaine, il pose plus de questions qu'il n'en résout. Ces questions, il les pose au biologiste, au médecin, au sociologue, à l'économiste, etc. Elles apparaissent généralement insolites aux chercheurs de ces autres disciplines. Elles touchent à des aspects de leur science auxquels ils n'avaient pas pensé ou qui ne rentrent pas dans leurs intérêts immédiats. C'est dire qu'elles restent sans réponse.

Le démographe enfin, au sein de la grande famille des chercheurs, n'a pas le statut qu'il mérite. Qui n'a pas rêvé dans sa jeunesse d'être un jour biologiste, physicien, chimiste, astronome, sociologue ou économiste ? Etre démographe, c'est bien souvent un pis aller. Ce n'est qu'à l'usage qu'on découvre que c'est une aventure passionnante qui vous place au cœur des problèmes fondamentaux de l'espèce humaine.

C'est à tout cela que voudrait remédier l'Année mondiale de la population 1974. Le groupe d'experts de Lyon a d'ailleurs considéré qu'il ne fallait pas se limiter à cette seule année et qu'il fallait considérer 1974 comme le point culminant d'actions menées d'ici là. Le Congrès mondial de la population, prévu par l'ONU en 1975, fera le point des résultats obtenus.

Mais le groupe d'experts a aussi considéré qu'il fallait aller au-delà de l'année 1974 et jeter tout de suite les bases d'une coopération permanente entre les Instituts nationaux de recherche démographique. Il a demandé à l'ONU d'examiner s'il serait possible et utile de créer une « **Association internationale des Instituts nationaux de recherche démographique** » qui serait chargée de trouver des solutions aux difficultés mentionnées plus haut.

Recenser les activités en matière de recherche démographique et les faire connaître, faciliter l'échange des chercheurs entre Instituts, faire circuler l'information entre les chercheurs, informer le grand public, aider la recherche dans les domaines négligés et promouvoir la démographie au rang de science à part entière, tels pourraient être les buts de cette association. Pour son fonctionnement, il serait utile sinon indispensable qu'elle reçoive l'appui logistique d'un Institut de recherche démographique existant. Et à Lyon, les yeux se sont tournés vers l'INED à plusieurs reprises. Le gouvernement français consulté a fait savoir qu'il était très favorable à la création d'une association du genre envisagé et qu'il était prêt à aider son fonctionnement.

La France, qui a tant fait pour la recherche démographique à l'intérieur de ses frontières, se devait de jouer un rôle important dans cette entreprise internationale.

Jean BOURGEOIS-PICHAT